

Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations  
Service environnement et nature  
IC15465

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
DE REGULARISER SA SITUATION ADMINISTRATIVE  
ET PORTANT MESURES CONSERVATOIRES DANS L'ATTENTE DE REGULARISATION**

-----  
**RECYCLEO – COMMUNE DE VILLEAU**

N° ICPE : 100.12166  
-----

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5 et L. 541-3 et R. 541-8 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée notamment par le décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013218-0002 du 2 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Villeau lieu-dit "La vigne des champs" au profit de la société RECYCLEO ;

VU le récépissé préfectoral d'antériorité du 7 mai 2015 actant le classement de l'installation de stockage de déchets inertes située à Villeau lieu-dit "La vigne des champs" exploitée par la société RECYCLEO au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 9 juillet 2015 relatif à l'inspection du 1er juillet 2015 des installations exploitées par la société RECYCLEO à Villeau ;

VU la transmission du rapport de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, à la société RECYCLEO par courrier du 23 juillet 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse la société RECYCLEO à la transmission du rapport du 9 juillet 2015 susvisé ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 1er juillet 2015 de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par la société RECYCLEO à Villeau, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Exploitation illégale d'une installation de stockage de déchets non dangereux ;
- Absence de dispositif de rétention associé au stockage du carburant et des huiles ;
- Absence de dispositif périphérique empêchant le libre accès au site ;
- Utilisation non autorisée de déchets issus de l'exploitation des mines et des carrières ;
- Absence de test sur les enrobés montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante ;
- Absence de contrôle visuel des déchets à l'entrée de l'installation ;
- Absence de registre d'admission des déchets tenu à disposition ;

**CONSIDERANT** que les constats faits lors de la visite du 1er juillet 2015 de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par la société RECYCLEO à Villeau constituent un manquement aux dispositions des arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 susvisés ;

**CONSIDERANT** les atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement liées à la poursuite de l'activité de la société RECYCLEO, notamment la nature des déchets stockés et les conditions d'exploitation du site ;

**CONSIDERANT** que l'importance des faits rend nécessaire la mise en œuvre en urgence de mesures pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement et qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de suspendre le fonctionnement des installations la société RECYCLEO à Villeau jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires ;

**SUR PROPOSITION** de Mme le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société RECYCLEO, dont le siège social est situé 12, rue de Varize à Chartres (28000), est mise en demeure pour l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite au lieu-dit "La vigne des champs" sur le territoire de la commune de Villeau (28150), de respecter les dispositions suivantes :

- Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- article 13-I : Associer une capacité de rétention au volume de stockage des liquides susceptibles de créer une pollution ;
- article 16 : Protéger l'installation pour empêcher le libre accès au site ;

- Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées :

- article 3 : Mettre en place un test pour contrôler l'absence de goudron et d'amiante dans les enrobés ;
- article 7 : Mettre en place un contrôle visuel à l'entrée de l'installation et lors du déchargement des camions afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- article 9 : Tenir à jour un registre d'admission des déchets.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de **quinze jours**.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** : La société RECYCLEO est tenue de mettre en œuvre, à ses frais, pour ses installations situées au lieu-dit "La vigne des champs" situées sur le territoire de la commune de Villeau les évaluations que rendent nécessaire l'impact du stockage des déchets non inertes et notamment si les conséquences ou les inconvénients menacent de porter atteinte aux intérêts de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

1) Pour cela, la démarche d'interprétation de l'état des milieux définie par la circulaire du 8 février 2007 du Ministère en charge de l'environnement relative à la prévention de la pollution des sols – Modalités de gestion et de réaménagement des sols pollués pourra être utilisée en l'adaptant aux spécificités de la situation en cause.

L'objectif principal de cette évaluation est de connaître, d'une part, les usages réels des milieux et d'autre part, les modes plausibles de contamination.

La démarche basée autour d'un schéma conceptuel dressant un bilan factuel de l'état des milieux consiste en la réalisation a minima des rapports suivants :

1. Étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...);
2. Étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ;
3. Diagnostic des milieux, au droit et éventuellement hors du site de la société RECYCLEO, complété en tant que de besoin par des modélisations.

Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, **dans un délai de trois mois**.

2) Si une incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages est suspectée ou identifiée à l'issue de la démarche, l'exploitant réalise une évaluation quantitative des risques sanitaires. Le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié. Cette évaluation est également requise dans le cas où aucune valeur de gestion réglementaire sur les milieux d'exposition n'est disponible.

Les conclusions sont transmises à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quatre mois**.

3) Si l'évaluation quantitative des risques sanitaires mentionnée ci-dessus confirme l'incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages, l'exploitant propose à l'inspection des installations classées les mesures appropriées de gestion dont l'objectif est de limiter l'extension de la pollution en dehors du site de la société RECYCLEO. A cet effet, la démarche de plan de gestion définie par la circulaire du 8 février 2007 du Ministère en charge de l'environnement peut être utilisée.

Le cas échéant, les mesures de gestion prévues à l'alinéa précédent sont réalisées **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté par un organisme ou une société qualifiée, avec les moyens appropriés, et doivent permettre notamment :

1. Dans le cadre d'une approche bilan «coût-avantage» tel que prévu à l'article R. 512-39-3-II du Code de l'environnement: l'élimination totale ou partielle des pollutions, complétées si besoin par des mesures conduisant à supprimer de façon pérenne les possibilités de transfert entre les sources de pollution et les usages considérés. Si des pollutions résiduelles subsistent, les risques sanitaires devront être obligatoirement acceptables ;
2. De définir un échéancier de mise en œuvre des mesures de gestion ;
3. De contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion par la mise en œuvre d'une surveillance environnementale le cas échéant ;
4. Dans le cas où les études précédentes justifieraient l'impossibilité de dépolluer l'ensemble du site (sols et eaux souterraines), de conserver en mémoire la compatibilité de l'usage du site (périmètre du plan de gestion) et des milieux avec les modalités de gestion décidées et mises en œuvre par le biais d'un dispositif de restrictions d'usage ;
5. D'élaborer le schéma conceptuel final qui permet de préciser l'intérêt et les modalités de mise en œuvre des différentes composantes du plan de gestion.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 3 : Référentiel**

La société RECYCLEO réalise les investigations et études prescrites par le présent arrêté en s'appuyant sur les guides méthodologiques édités par le Ministère en charge de l'environnement. Ceux-ci sont disponibles à l'adresse Internet suivante : <http://www.sites-pollues.developpement-durable.gouv.fr>.

**Article 4 :** La remise en culture des parcelles exploitées par la société RECYCLEO au lieu-dit "La vigne des champs" sur le territoire de la commune de Villeau ne peut être envisagée qu'après remise à l'inspection de l'environnement d'un rapport détaillé de la remise en état du site précisant notamment la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement.

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des phases issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. Après remise de ce rapport, l'accord de l'inspection de l'environnement concernant la remise en culture des terres est exigé.

Le rapport sus-mentionné doit être remis dans **un délai n'excédant pas un mois**.

Ce délai coure à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 5 :** Afin de ne pas aggraver la situation, **aucun nouveau déchet, y compris les déchets issus de l'exploitation de carrière, n'est stocké** sur le site exploité par la société RECYCLEO au lieu-dit "La vigne des champs" sur le territoire de la commune de Villeau tant que la situation administrative n'est pas régularisée.

**Article 6 :** Les dispositions précédentes ne préjugent en rien de celles qui doivent éventuellement être prises par la société RECYCLEO en urgence, en cas de découverte de pollution majeure. Dans un tel cas, le préfet d'Eure-et-Loir et l'inspection de l'environnement sont informés dans les meilleurs délais.

**Article 7 :** Faute par l'exploitant de se conformer, dans les délais fixés aux articles 1 à 5, aux prescriptions visées aux articles 1 à 6 du présent arrêté, l'autorité administrative compétente pourra faire application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

#### **Article 8 : Délais et voies de recours**

##### **A – Recours administratif**

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

##### **B – Recours contentieux**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 9 : Notification**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées au Maire de la commune de Villeau et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

#### **Article 10 : Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

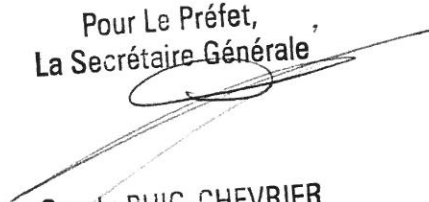
#### **Article 11 : Exécution**

Madame le Secrétaire Général de la préfecture de l'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de la commune de Villeau, Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, l'inspection de l'environnement spécialité installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**10 AOUT 2015**

LE PREFET,

Pour Le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
Carole PUIG-CHEVRIER